

**CARICATURES**  
Revoyez toutes les caricatures de la semaine sur [cyberpresse.ca/caricatures](http://cyberpresse.ca/caricatures)

**DOSSIER**  
Suivez la visite officielle de Stephen Harper en Chine sur [cyberpresse.ca/harper](http://cyberpresse.ca/harper)

**BLOGUE**  
La meilleure façon d'économiser à Noël : arrêter d'offrir des cadeaux inutiles, propose Ariane Krol sur [cyberpresse.ca/edito](http://cyberpresse.ca/edito)

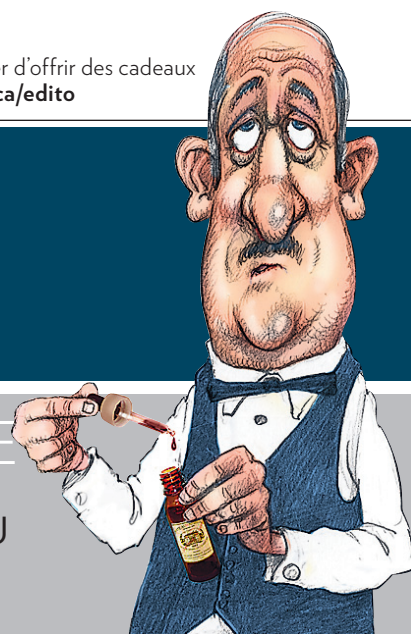
# PLUS FORUM

GRANDS REPORTAGES, ANALYSES

VINGT ANS DÉJÀ  
L'ÉDITORIAL DE NATHALIE COLLARD  
PAGE 4

APRÈS LE 18<sup>e</sup> TROU  
LA CHRONIQUE DE LYSIANE GAGNON  
PAGE 5

CARICATURE  
L'ACTUALITÉ VUE PAR CHAPLEAU  
PAGE 4



## EXPOSITION UNIVERSELLE DE SHANGHAI

# LE CANADA DANS L'EMPIRE DU MILIEU

Le premier ministre Stephen Harper est aujourd'hui à Shanghai. Il visitera le pavillon canadien que l'on construit sur le site de l'Exposition universelle 2010. Audacieux et imposant, ce pavillon accueillera des millions de visiteurs à compter du mois de mai. *La Presse* s'est aussi rendue sur le chantier pour voir l'évolution de l'impressionnante structure créée par le Cirque du Soleil, et construite par la firme SNC-Lavalin. Elle a aussi rencontré Dashan, le Canadien le plus populaire en Chine, qui sera le commissaire général du Canada à l'Expo.

UN REPORTAGE D'ÉMILIE CÔTÉ, À LIRE EN PAGES 2 ET 3.



PHOTO ÉMILIE CÔTÉ, LA PRESSE

Allers simples au départ de Montréal offerts à partir de :

Las Vegas

**99\$**

Cinq vols sans escale par semaine.

## Vols sans escale pour Las Vegas. Ce n'est pas du bluff.

Réservez d'ici au 10 décembre 2009. Voyagez d'ici au 9 février 2010\*.



**WESTJET**

PARCE QUE LE PROPRIO Y TIENT

Réservez maintenant sur [westjet.com](http://westjet.com) ou communiquez avec votre agent de voyages.

\*Le tarif s'applique aux réservations effectuées au plus tard le 10 décembre 2009 (23h59, heure des Rocheuses) pour les vols effectués d'ici au 9 février 2010. Les taxes additionnelles, les frais et les suppléments sont en sus, s'il y a lieu. Sièges en nombre limité et pouvant ne pas être disponibles sur tous les vols. Nouvelles réservations seulement. Non remboursable. Offre pouvant être combinée avec d'autres tarifs. Il est possible que certains vols ne soient pas offerts chaque jour de la semaine. Tarifs pour allers simples. Visitez [westjet.com](http://westjet.com) pour plus de détails. †Des restrictions de poids et de taille s'appliquent aux deux bagages enregistrés gratuitement. Visitez [westjet.com](http://westjet.com) pour plus de détails.

## PLUS L'EXPO DE SHANGHAI



LE CANADA SE PRÉPARE À L'EXPO 2010 DE SHANGHAI

## UN SITE ET UNE VILLE



ÉMILIE CÔTÉ

SHANGHAI — Zhang Jiang Tao travaille au chic restaurant Kathleen's, situé en haut du Shanghai Art Museum. De la terrasse sur le toit, on constate à quel point la ville de Shanghai est devenue un chantier de construction en vue de l'Expo 2010, qui doit débuter dans six mois. Les grues se comptent par dizaines. « On a construit l'équivalent de Manhattan en un an », indique Zhang.

Shanghai est une ville commerçante et cosmopolite plus « libre que Pékin », explique le jeune homme de 25 ans. C'est la ville des « espoirs » et de toutes les « possibilités », comme l'était New York à l'époque.

Le père de Zhang, par exemple, a fait fortune en important des magazines étrangers. Son fils trouve toutefois que Shanghai se métamorphose trop rapidement en vue de l'Exposition universelle. Zhang déplore le fait que plusieurs résidents soient expatriés en banlieue. « Nous avons besoin d'équilibre », dit-il.

Zhang a étudié en communication à Pékin et poursuivra sous peu ses études à Hong-Kong. Il espère aussi travailler comme traducteur à l'Expo 2010. C'est un événement unique pour les Chinois, souligne le jeune homme. « C'est une façon de voyager partout dans le monde sans visa. »

Zhang — qui connaît le Québec — nous pose des questions sur le pavillon canadien, avant de nous lan-

cer. « Tu connais le slogan de l'expo: *Better city, better life?* »

**De grandes attentes**

« Meilleure ville, meilleure vie. » À moins d'être aveugle, impossible de ne pas voir le slogan à Shanghai tellement les publicités de l'Expo 2010 tapissent la ville. « Touchez le futur », peut-on également lire un peu partout.

Si on prévoit que l'Expo 2010 sera la plus grande exposition universelle de l'histoire, le Canada espère que son pavillon — conçu par le Cirque du Soleil et construit sous la supervision de la firme SNC-Lavalin — sera le premier choix des visiteurs.

« Pour les Chinois, *sky is the limit* », lance le chargé de projet du pavillon canadien, Carl Grimard. On fait les choses en grand. On construit des lignes de métro, des autoroutes. Le site va être 100 % accessible. »

L'ingénieur a fait visiter à *La Presse* et des représentants du ministère du Patrimoine canadien le site de l'Expo, il y a un peu plus d'un mois. Situé dans un ancien quartier industriel, au bord du fleuve Huangpu, le chantier de cinq kilomètres carrés est impressionnant. Il y a une large passerelle piétonnière surélevée qui fait presque trois kilomètres. Le pavillon chinois — une imposante pyramide rouge inversée — est pratiquement achevé.

Le pavillon canadien est l'un des plus avancés. « Nous sommes à côté de la place des Amériques et des pavillons américain et mexicain, indique M. Grimard. Nous avons une belle vue sur le pont et l'eau. »

L'ingénieur, qui n'avait jamais mis les pieds en Asie, habite Shanghai depuis janvier. Ses yeux brillent

quand il parle du pavillon. « Ce sont les Jeux olympiques de la construction ici. Jamais dans ma vie, je ne vais travailler comme ça avec les meilleures entreprises de construction au monde. »

Le chargé de projet supervise 160 employés chinois. « Ils sont fiers de travailler dans une grande entreprise internationale », souligne-t-il.

La veille de notre visite, une petite fête a été organisée pour souligner 150 000 heures de travail sans accident sur le pavillon canadien. « On applique nos règles de santé et de sécurité, précise Charles Chebl, vice-président principal de SNC-Lavalin Construction. Il y a eu un accident mortel sur un site voisin. »

**Une première pour le Cirque du Soleil**

Conçu par Johnny Boivin, du Cirque du Soleil, le pavillon canadien est en forme de « C », avec trois bras qui embrassent une place publique. Le toit blanc réfléchit la lumière et le fini extérieur en bois est fait de cèdre rouge canadien.

Pour le Cirque et le gouvernement, c'est une première collaboration. « Il fallait réussir à faire valoir notre vision artistique sur un projet énorme qui a des balises précises », explique la porte-parole du Cirque, Renée-Claude Ménard.

Johnny Boivin devait s'inspirer du thème de l'expo, « Meilleure ville, meilleure vie », mais aussi de celui du Canada: « La vie en ville: inclusive, durable et créatrice. »

Le concept de la place publique lui est venu instinctivement. « Je pensais au Festival de jazz l'été. C'est comme si la ville désobéissait à ses règles. Il y

a un métissage des populations, il y a de la musique un peu partout. »

Johnny Boivin ne s'en cache pas. « On travaillait pour le gouvernement, qui a des messages à passer. Je voulais réussir à aller chercher des choses qui sont vraies au sein de la population. »

Le directeur de création n'a rien laissé au hasard. Il devait par exemple inclure 164 « idées » du gouvernement dont « La ville est inclusive » ou encore « Les Canadiens sont ouverts au multiculturalisme ». Pour la première partie du pavillon, intitulée « Mémoires fondatrices », Johnny Boivin a donc pensé à un tunnel de lumière qui projette les « idées » en question sur les gens. « Ça va être assez sensoriel », dit-il.

La deuxième partie du pavillon est « plus imaginative que politique ». « C'est un lieu où j'essaie de montrer le rôle primordial que joue l'imagination, qu'il s'agisse d'un spectacle ou même d'un pays. »

Il y a trois installations: *Aqua Magika*, un bassin d'eau dont la surface, tactile, sert d'écran à des images inspirées de dessins d'enfants. « On voit la ville idéale que serait celle des enfants », explique Johnny Boivin. Le bassin est surplombé d'une sculpture de 700 tuyaux, qui présentera une chorégraphie visuelle de grands tableaux évoquant le rapport de l'imagination à la ville.

« Il y a ensuite *Cœur urbain*, un autre élément sculptural composé de 31 écrans sur lesquels sera présenté le panorama urbain canadien, explique Johnny Boivin. Le résultat est surprenant car les écrans sont eux-mêmes en volume. »

Ensuite, les gens passeront pas une installation qui s'appelle *Vélocité*. Ils seront invités à enfourcher un vélo

## RENCONTRE AVEC DASHAN, LE PLUS CHINOIS DES CANADIENS

## Une star comme commissaire général

ÉMILIE CÔTÉ

PÉKIN — Il a décidé d'étudier le mandarin à l'Université de Toronto, sans savoir qu'aujourd'hui, il ne pourrait marcher dans les rues de Pékin ou de Shanghai sans se faire accrocher par un admirateur. « C'est pour ça que je suis retourné habiter au Canada », indique Mark Rowswell, connu par les Chinois sous le nom de Dashan.

Dashan est une véritable star en Chine. Il fait du *stand-up*, anime des galas, comme il fait du théâtre et tourne des publicités. « Je

ne me vois pas comme un *entertainer* ou comme un comédien. Je suis une personne médiatique », résume-t-il.

Pour le gouvernement fédéral, il ne pourrait y avoir une meilleure personne que Dashan pour représenter le Canada en Chine. Après avoir été l'attaché de l'équipe olympique canadienne aux Jeux de Pékin, il a été nommé commissaire général du pays à l'Expo 2010. « C'est un grand rôle. Je suis comme Sylvie Bernier aux Jeux olympiques. Je suis le porte-parole de toute l'équipe. »

Mark «Dashan» Rowswell  
PHOTO PC

## PLUS L'EXPO DE SHANGHAI

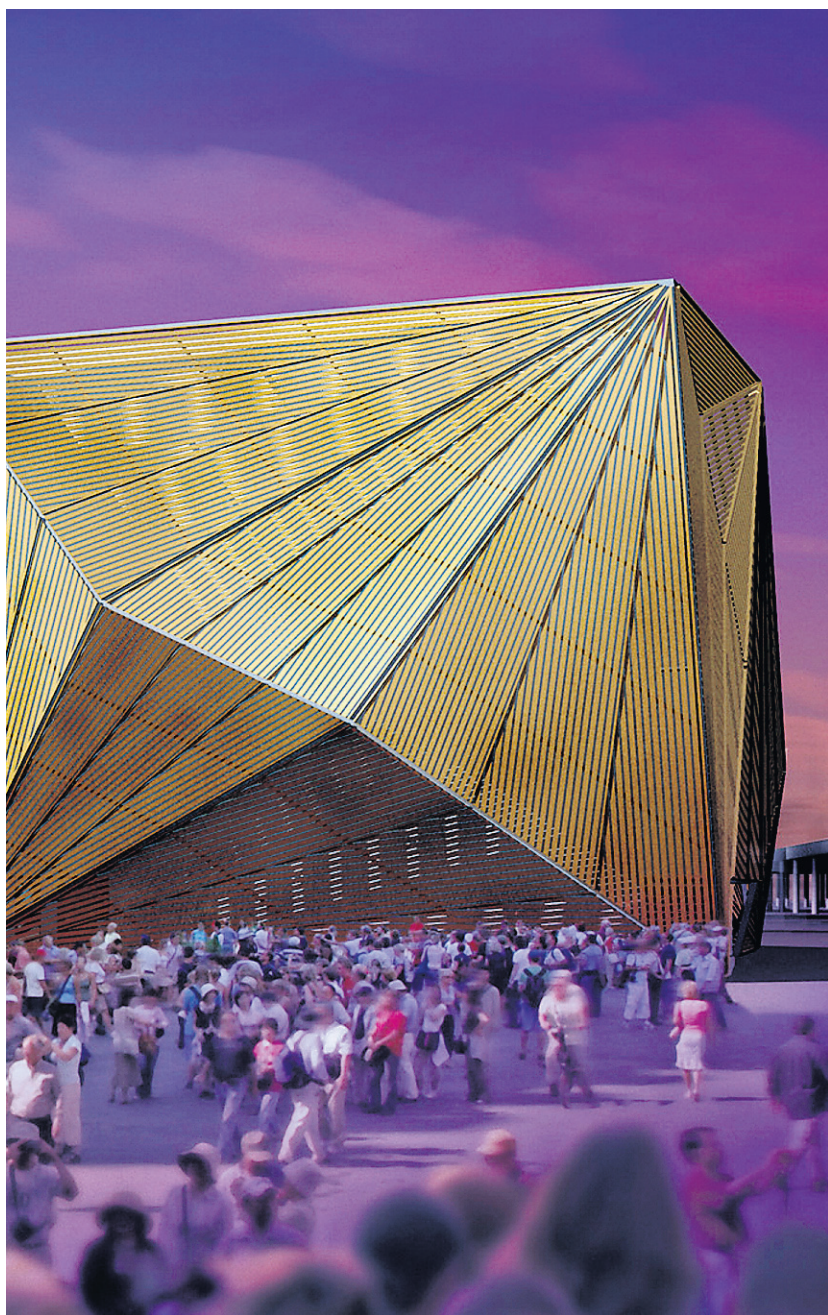


ILLUSTRATION CIRQUE DU SOLEIL



PHOTO ÉMILIE CÔTÉ, LA PRESSE

## MONTRÉAL AUSSI REPRÉSENTÉ

Montréal, jumelé à Shanghai depuis 1985, aura également un espace dans l'aire de l'Expo 2010 consacrée aux « pratiques urbaines exemplaires de développement durable ». C'est l'histoire derrière le Complexe environnemental de Saint-Michel – la transformation de l'ancienne carrière Miron en parc nature sous la gestion de TOHU, la Cité des arts du cirque – qui sera présentée aux visiteurs. « Le Complexe Saint-Michel a gagné plusieurs prix », souligne Michel Bissonnet, membre du comité exécutif de la Ville responsable du dossier de l'Expo 2010. « C'est la première fois que des municipalités sont invitées », ajoute-t-il.

## EN CONSTRUCTION

pour « pédaler dans l'imaginaire et l'inventivité » des meilleures pratiques urbaines canadiennes. Puis, avant de terminer la visite dans la place publique, le public verra un montage impressionniste réalisé par l'ONF. « On évoque notre relation à la ville », dit Johnny Boivin.

Le créateur devait tenir compte des prérogatives thématiques du gouvernement, mais aussi du flot prévu de 31 000 visiteurs par jour et de 800 personnes à toutes les 20 minutes. Il devait calculer les distances marchées, les temps de chaque arrêt, etc. « C'est tout un défi créatif de faire comprendre un pays en 12 minutes », dit celui qui a travaillé en collaboration avec la firme d'architectes Saia Barbarese Topouzanov et la boîte de production Félix et Paul.

« Je suis habitué de partir sur une page blanche, souligne Johnny Boivin. Faire du gros Canada avec des feuilles d'érable, cela ne m'intéressait pas. Je voulais faire quelque chose d'artistique qui touche les gens », explique-t-il.



Malgré tout ce beau projet, le pavillon canadien n'est pas permanent, du moins pour l'instant... « Dans notre mandat, il y a le démantèlement aussi... Je n'en reviens pas chaque fois que je vois ça. (...) On ne pense pas à ça », dit Carl Grimard, de SNC-Lavalin, qui prévoit que les travaux du bâtiment seront terminés d'ici la fin de l'année.

Quant à Johnny Boivin, son travail est terminé et il pense avoir rempli sa mission. « Je voulais que le pavillon d'un pays qui se dit créatif soit vécu créativement. Je veux donner aux gens le goût du Canada », conclut-il.

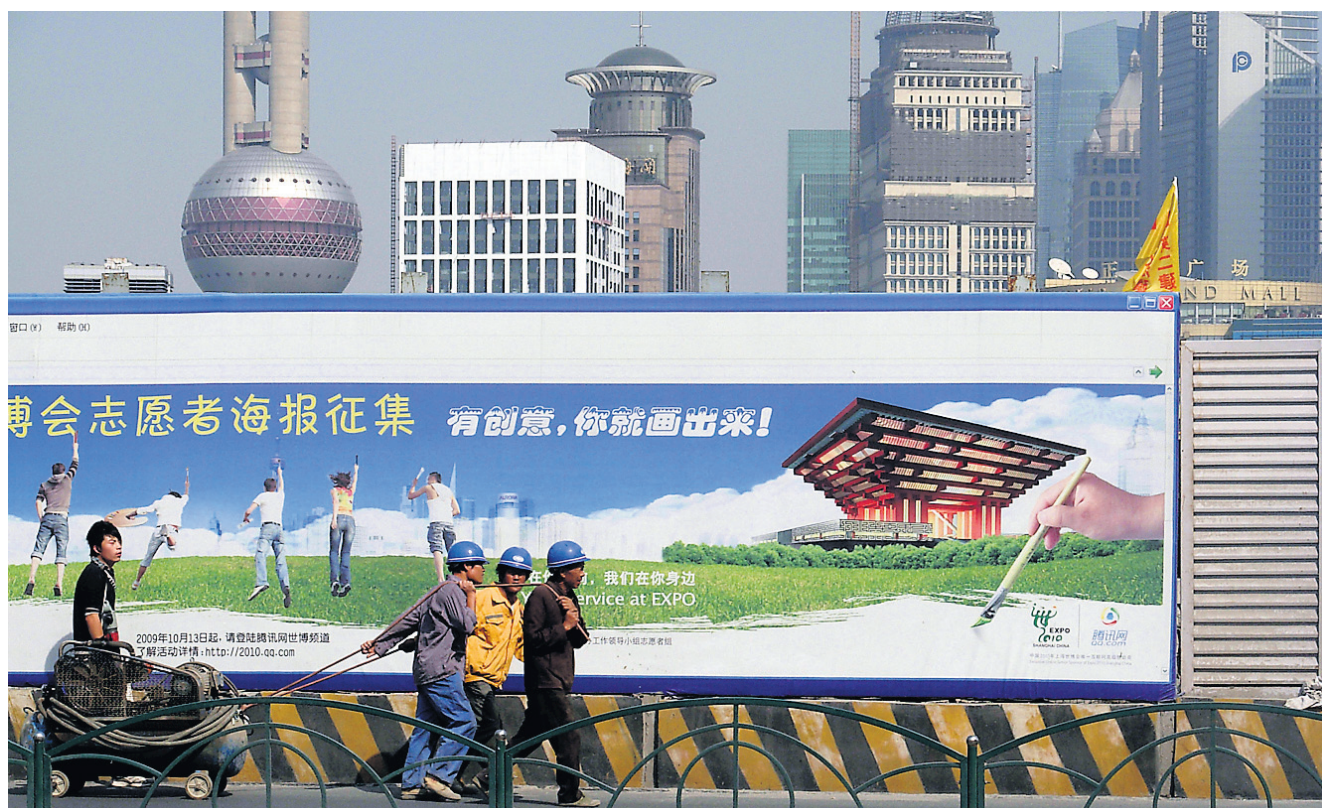


PHOTO ÉMILIE CÔTÉ, LA PRESSE

## L'EXPO 2010 EN CHIFFRES

**200** pays représentés

**70 à 100 millions** de visiteurs attendus au total

**5,28 km<sup>2</sup>** à visiter

**30 000** visiteurs attendus par jour au pavillon canadien

Nous avons récemment interviewé Mark Rowswell dans un hôtel de Pékin. Il était accompagné de Wayne Scott, du ministère du Patrimoine canadien. « Mark, c'est l'idéal pour nous. Il est comme une vedette rock ici. »

Quant à l'autre Canadien le plus populaire en Chine, le D<sup>r</sup> Norman Bethune, il est mort en soignant les soldats de Mao.

Le grand-père de Mark Rowswell, un chirurgien, a aussi soigné les Chinois lors de la guerre civile. « Mes grands-parents étaient venus en Chine dans les années 20 quand une église anglicane de Toronto a financé la construction d'un hôpital », explique son petit-fils.

« En fait, j'ai grandi en entendant parler de la Chine », dit Mark Rowswell.

En 12<sup>e</sup> année, le jeune Ontarien a travaillé dans un magasin de photos, où il a fait la rencontre d'une Vietnamiennne d'origine chinoise. Peu de temps après, le magazine *Time* sacrait Deng Xiaoping homme de l'année et la Chine entraînait dans son ère capitaliste.

Dès lors, Mark a flairé l'émergence de la Chine, tout en s'intéressant à sa langue et à sa culture. Il a décidé d'étudier le mandarin à l'Université de Toronto. « Je ne savais pas trop si je voulais travailler au niveau diplomatique ou dans le monde des affaires. »

Il est arrivé dans l'empire du Milieu en 1998. « En trois mois, j'étais à la télé et j'avais un nom: Dashan », raconte-t-il.

Son personnage est né dans un petit numéro de théâtre qu'il a fait avec une Brésilienne dans un concours à la télé. Presque instantanément, les portes de la célébrité se sont ouvertes à lui.

Aujourd'hui, Dashan est vu par les Chinois comme un des leurs. Sur son site internet, Mark Rowswell se décrit comme un « East-meets-West-guy » et comme « l'étranger le plus célèbre de Chine ». « Je suis vu comme quelqu'un de l'endroit. Je suis deux cultures en une », dit-il.

« Ce n'est pas vrai que je suis l'étranger qui parle le mieux le chinois, précise toutefois Mark Rowswell. Mon avantage est que je suis pro-

fondément imprégné de la culture. Je parle le chinois de la rue. Pas le chinois académique. »

## L'Expo contre les Jeux olympiques

Dashan se plaît dans son nouvel emploi d'« ambassadeur culturel ». Durant l'Expo 2010, il veut faire connaître le Canada autrement que par « des paysages nordiques et les chutes Niagara ».

« Cinq millions de visiteurs sont attendus au pavillon canadien. C'est plus que l'affluence dans tous les musées du Canada en un an, souligne-t-il. Le Canada veut frapper un grand coup. Les étrangers voient les Canadiens comme des gens aidants, mais ils ne voient pas nécessairement le pays comme un lieu de haute technologie et de créativité. »

Si les Jeux olympiques ont duré deux semaines, l'Expo 2010 durera six mois et attirera environ 95 % de visiteurs chinois. « Pour la Chine, les Jeux olympiques étaient la chance de donner un grand spectacle et de montrer au monde ce qu'elle est devenue. Là, les Chinois auront la chance d'en apprendre sur le monde. »

## FORUM

## LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

## Vingt ans déjà



NATHALIE COLLARD

nathalie.collard@lapresse.ca

Il y a des douleurs qui ne s'effacent pas. Polytechnique est l'une de celles-là. Deux décennies se sont écoulées et le souvenir est toujours aussi vif, indélébile.

Vingt ans plus tard, il est permis de se demander ce qui a changé, au Québec, depuis cette journée fatidique. Après une tragédie, on émet toujours le vœu que les victimes ne soient pas mortes en vain. On espère que la société tire au moins une leçon d'un tel gâchis.

**Le seul dossier qui a évolué depuis Poly est celui de la violence faite aux femmes.**

Avons-nous tiré des leçons de Polytechnique?

Prenons le dossier des armes à feu. La facilité avec laquelle un individu vraiment déterminé peut s'en procurer une demeure troublante. Et voilà qu'on s'apprête à modifier les balises du registre des armes à feu. Seul héritage positif du drame de Polytechnique, il avait été créé à la suite des pressions de Heidi Rathjen, elle-même étudiante à Poly au moment de la tuerie. Le gouvernement conservateur s'apprête à le charcuter et au Québec, l'indifférence est presque totale.

La place des femmes en génie maintenant. Après Polytechnique, les universités, craignant un *backlash*, avaient redoublé d'ardeur pour lancer

un signal positif aux filles, leur répétant qu'elles étaient les bienvenues dans les facultés de science. Or le génie demeure un bastion masculin. Les filles ne représentent que 11% de l'ensemble des ingénieurs au Québec. Il y a toujours très peu de filles inscrites en génie. Un maigre 22% à Polytechnique l'an dernier.

Quant à la cause féministe, on peut dire qu'elle a pris une débarque monumentale après le 6 décembre 1989. En partie par la faute d'une poignée de féministes, c'est vrai. Certaines réactions hyperémotives, mais surtout extrémistes, ont fait beaucoup de tort aux relations homme-femmes dans l'esprit de plusieurs. Vingt ans plus tard, les mots d'une des étudiantes visées par le tueur de Polytechnique, le « Nous ne sommes pas des féministes » de Nathalie Provost, résonnent encore dans l'atmosphère. Des milliers de Québécoises en ont même fait leur credo. Et bien que des centaines de jeunes aient repris le flambeau, force est de constater que le mouvement des femmes au Québec a perdu son innocence ce jour-là. Depuis, être féministe est une étiquette beaucoup plus chargée, plus lourde à porter.

Le seul dossier qui semble avoir un tant soit peu évolué est celui de la violence faite aux femmes. Elle existe toujours, c'est vrai. Les statistiques montrent en outre qu'il y a davantage de cas que par le passé. La bonne nouvelle c'est que cette augmentation est due au fait que les femmes dénoncent davantage. Les études montrent aussi que les victimes de violence la subissent moins longtemps. Au moins une note positive. Car pour le reste, il n'y a pas beaucoup de raisons de se réjouir.

Les blessures de l'École polytechnique sont encore fraîches. Cicatriseront-elles un jour?

## Simple comme 0,05



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

Les accidents de la route ont causé 557 morts au Québec l'an dernier. Des décès causés par une foule de facteurs. Pour améliorer ce bilan, la ministre des Transports a choisi de cibler les conducteurs dont le taux d'alcool oscille entre 50 et 80 mg/100 ml de sang. Une solution facile, mais qui ne sera pas d'une grande efficacité.

**Une solution facile, mais qui ne sera pas d'une grande efficacité.**

Les chercheurs considèrent qu'un chauffeur dont le taux d'alcoolémie oscille entre 0,05 à 0,08 court un risque d'accident plus élevé que s'il était à jeun, car ses capacités sont affectées. Soit. Mais si on commence à s'intéresser aux facteurs qui nuisent à la conduite, on va en trouver un bel assortiment. La fatigue. Les médicaments et les drogues. Les distractions de toutes sortes, y compris les systèmes mains libres, qui ne réduisent en rien le risque d'utiliser un cellulaire. En réprimant uniquement l'alcoolémie de 0,05 à 0,08, on ignore tous les autres facteurs. Ça ne les empêchera pas de causer des accidents.

Un grand nombre de pays, et toutes les provinces canadiennes, ont déjà réduit leur seuil de tolérance à 0,05. Avec quels résultats? Plusieurs études ont constaté des progrès après de tels resserrements. Le hic, c'est qu'il est impossible d'en attri-

buer le mérite aux seuls changements législatifs: une foule d'éléments incitent les conducteurs à boire moins, ou pas du tout. Les campagnes de sensibilisation. La réprobation des pairs. Le risque d'arrestation perçu. La réduction du seuil de tolérance n'aura, au mieux, qu'un impact très limité sur les comportements. Pour que les automobilistes s'ajustent à ce changement, il faudra y consacrer beaucoup de ressources. Le publiciser de façon soutenue et, surtout, multiplier les opérations policières.

Combien de drames seront ainsi évités? La ministre Julie Boulet affirme pouvoir sauver environ 45 vies par an. Le problème, c'est que les informations pour évaluer les bénéfices potentiels de la mesure nous manquent cruellement. Québec l'a pourtant dans sa ligne de mire depuis des années. Pourquoi n'en a-t-on pas profité pour documenter l'alcoolémie des chauffeurs à l'origine d'accidents graves? On aurait su combien d'entre eux étaient dans la zone que l'on veut cibler.

La seule donnée éclairante dont on dispose, c'est l'alcoolémie des conducteurs décédés sur nos routes au cours des dernières années. Combien avaient entre 0,05 à 0,08? Moins de 3%. Au-dessus de 0,08? Plus de 30%. Dont 22% au-dessus de 0,15. Comme on le voit, il reste énormément de travail à faire dans le cadre juridique actuel. Le potentiel de sauver des vies y est 10 fois plus grand que chez cette nouvelle classe de délinquants qu'on essaie de créer!

Fait à souligner: 60% de ces automobilistes qui sont morts n'avaient aucune trace d'alcool dans le sang. Pour éviter ces décès-là, il faudrait s'intéresser à une foule d'autres facteurs. Y compris aux transports en commun qui, s'ils avaient été adéquats, auraient pu leur éviter de prendre leur auto ce jour-là. Malheureusement pour eux, c'est moins simple que 0,05.

## LE TAUX D'ALCOOLÉMIE ABAISSÉ À ,05?



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca



## Les 20 ans de Polytechnique

LE BLOGUE DE L'ÉDITO  
[www.cyberpresse.ca/edito](http://www.cyberpresse.ca/edito)

Bilan peu réjouissant  
 par Nathalie Collard

## EXCLUSIF À CYBERPRESSE

Les victimes dont on ne parle jamais  
[sur cyberpresse.ca/jamais](http://sur.cyberpresse.ca/jamais)

## OPINION

## Plus réaliste et cohérente

La politique afghane du président Obama tranche avec la position plus ambitieuse du gouvernement Harper

## JUSTIN MASSIE



étrangères et de défense canadiennes de l'UQAM.

L'auteur est docteurant à Queen's University et chercheur associé à la chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense canadiennes de l'UQAM.

Le discours du président américain Barack Obama expliquant la politique afghane des États-Unis pour les deux prochaines années permet de contraster celle-ci avec celle adoptée par le gouvernement Harper. Par la voie de son ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, le Canada s'est dit « ravi de la complémentarité » entre les objectifs américains et canadiens en Afghanistan. Or la politique afghane des États-Unis se veut beaucoup plus réaliste et cohérente, et définitivement moins ambitieuse que celle du Canada, aussi étonnant que cela puisse paraître.

L'objectif des États-Unis est le même depuis octobre 2001: « déstabiliser, démanteler et vaincre Al-Qaeda et ses alliés extrémistes », c'est-à-dire les talibans situés en Afghanistan et au Pakistan. Quant au Canada, il s'agit, toujours selon M. Cannon, de « construire une société stable, démocratique et capable de prendre sa destinée en main ». Notons d'abord l'omission du Pakistan des considérations canadiennes (Islamabad est pourtant au cœur de la politique américaine), et surtout l'illusion du gouvernement Harper que l'OTAN souhaite et sera en mesure d'établir une démocratie autonome en Afghanistan d'ici 2011.

C'est que M. Obama rejette la vision canadienne, qui met l'accent sur la protection des femmes et des enfants, ainsi que sur la reconstruction politique et socioéconomique de l'Afghanistan. Dans les mots du président américain: « Je rejette ce scénario parce qu'il établit des buts qui dépassent ce qui peut se réaliser à un coût raisonnable et ce que nous devons réaliser afin de défendre nos intérêts. »

Car pour atteindre un tel objectif, conforme aux soi-disant valeurs humanitaires des Canadiens, il faudrait un engagement politico-militaire indéterminé dans le temps, un investissement économique et des renforts civils et militaires qui dépassent les capacités américaines. Comment le Canada peut-il émettre des tels objectifs alors que même les États-Unis ne sont pas en mesure de les atteindre? La question demeure ouverte, mais

américains: former l'armée et la police afghanes, sécuriser les principaux foyers de population, ainsi que lutter contre le narcotrafic, principale source de revenu pour les insurgés.

Là où Obama se distingue de George W. Bush et se rapproche du premier ministre canadien, c'est par son désir de fixer une date de retrait des forces américaines. Tout en prenant soin de préciser que les conditions sur le terrain pourraient modifier sa stratégie de retrait et qu'il n'est pas question d'abandonner les Afghans à eux-mêmes ensuite, Obama fixe à juillet 2011 le début de retour à la maison des soldats américains. Il s'agit précisément de la même date prévue pour le début du retrait des Forces canadiennes. Harper avait-il donc raison de rejeter la conclusion de la commission Manley et de faire volte-face en annonçant le retrait des militaires canadiens à partir de l'été 2011 et ce, près de deux

**M. Obama rejette la vision canadienne, qui met l'accent sur la protection des femmes et des enfants, ainsi que sur la reconstruction politique et socioéconomique de l'Afghanistan.**

l'on peut supposer qu'il s'agit, pour le gouvernement Harper, d'une stratégie de communication plutôt que d'une politique afghane cohérente et articulée comme telle.

Pour atteindre l'objectif de contrer Al-Qaeda et ses sympathisants talibans, le président américain écarte également la stratégie d'empreinte légère, consistant à un retrait du gros des troupes américaines au profit de frappes ciblées contre les insurgés. Il préfère le déploiement rapide de renforts au cours de 18 prochains mois afin d'établir les conditions favorables au retrait éventuel des militaires

ans avant son homologue américain? Une nuance majeure s'impose: Harper ne considère pas que la situation sur le terrain importe pour le retrait des militaires canadiens.

Quant à la nécessité de renforts afin d'atteindre l'objectif que se fixe l'administration Obama, Harper est aussi catégorique: toute augmentation des forces étrangères se fera sans le Canada. Le gouvernement fédéral préconise une stratégie que récusent les États-Unis, qui consiste à espérer que le statu quo se transforme miraculeusement en situation favorable à l'OTAN.

## À BIEN Y PENSER

Les autorités chinoises ont fait comprendre poliment au premier ministre Harper qu'il avait mis beaucoup de temps à faire une visite officielle en Chine. M. Harper aurait pu accepter cette remarque sans dire un mot mais, comme un diplomate sans envergure, il a réussi à blâmer le premier ministre chinois de n'être pas venu au Canada depuis près de cinq ans.

— Jacques Audette, Longueuil

## FORUM

Après le 18<sup>e</sup> trou

LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

Est-ce une sorte de fascisme *soft*, ou le retour en force de la religion dans ce qu'elle avait de plus répressif? Voyez ce pauvre Tiger Woods qui s'humilie publiquement, confesse des «péchés» qui ne regardent personne, implore le pardon d'une foule de gens à qui il ne doit pourtant aucune explication, tout cela au nom de la «trans-

La transparence qu'on exige aujourd'hui des vedettes n'a rien de clair ni de limpide. C'est une loupe perverse qui traque ses victimes et les déshumanise.

parence» qu'on exige aujourd'hui des vedettes. Cette transparence n'a rien de clair ni de limpide, c'est une loupe perverse qui traque ses victimes et les déshumanise.

Est-ce, comme on dit, «la rançon de la gloire» que de forcer les célébrités à rendre des comptes au public sur des questions qui relèvent de leur intimité? Comme si la gloire était un cadeau immérité qui devait être payé par le renoncement à toute dignité humaine! Ce qui se passe, c'est le sordide triomphe des sentiments les plus mesquins (l'envie, la jalousie, le ressentiment, le voyeurisme) sur le respect le plus élémentaire de la vie privée d'autrui.

Loin d'être une célébrité à la Paris Hilton, dont l'unique occupation est d'être précisément une «célébrité», Tiger Woods ne devait sa richesse et sa notoriété qu'à son extraordinaire talent et à un travail acharné. Contrairement à tant d'autres vedettes qui se mettent en scène constamment et vont jusqu'à adopter des bébés exotiques pour faire parler d'elles, il protégeait jalousement sa vie privée. On ne pourra jamais l'accuser d'être puni par où il avait péché, lui qui observait, en dehors des parcours de golf, une discrétion exemplaire.

«La vie privée est politique», disaient naguère les féministes radicales, qui voulaient éliminer la complexité et les contradictions qui marquent les rapports humains. Nous vivons maintenant dans un monde où, avec Facebook, YouTube et la multitude de blogues animés par des gens cachés sous des pseudonymes, la culture du potinage a pris des dimensions exponentielles.

Certains moralistes à la con reprochent à Tiger Woods d'avoir été hypocrite en laissant ses commanditaires exploiter son image de bon gars. C'est injuste. Tiger Woods n'a jamais fait de discours en faveur de la fidélité conjugale. Son image de marque venait du fait qu'il représentait le golfeur ultime, le meilleur praticien du sport le plus *clean* au monde.

Comme le remarquait jeudi avec beaucoup de finesse notre collègue Paul Journet, «pour comprendre pourquoi Tiger donnait l'illusion d'être parfait, il faut comprendre son sport».

Les grands athlètes ont souvent un côté brutal ou voyou, surtout dans les sports d'équipe et de contact (voyez Zenadine Zidane, LeBron James, Zdeno Chara...). Le golf est un sport de gentlemen.

On se serre rituellement la main au terme d'une ronde, on aide les autres à chercher leurs balles égarées, on répare soi-même les dommages faits au terrain... Comme on joue fondamentalement contre soi-même, dans un relatif isolement (en dehors des tournois), la tricherie serait facile: déplacer une balle sans prendre une pénalité, «oublier» un ou deux points... Mais les vrais golfeurs ne trichent jamais. L'éthique du golf est aussi rigoureuse que son étiquette.

C'est aussi le sport le plus intellectuellement exigeant qui soit, un sport qui demande, notamment, une capacité de concentration sans faille, une attention aux plus petits détails. Un jeu difficile, où abondent les frustrations. Il faut donc une totale maîtrise de soi et une patience à toute épreuve. D'où, forcément, l'image du champion golfeur comme un athlète appliqué, honnête... et presque parfait. Tiger Woods en était le plus magnifique incarnation. Il l'est toujours. Ce qu'il fait, une fois passé le 18<sup>e</sup> trou, ne nous regarde pas.

## URGENTE, LA RECHERCHE!

Il est inacceptable qu'on n'ait pas encore trouvé la cause de la maladie de Parkinson

## ROSE LEGAULT

Le conjoint de l'auteure est atteint de la maladie de Parkinson.

La mort de Gilles Carle nous fait vivre d'immenses émotions! Je fais partie d'un groupe de soutien de la société Parkinson du Québec, comme aidante de mon mari qui est atteint de la maladie de Parkinson. En tant que conjointe, je vis, nous vivons des événements extrêmement pénibles chaque jour.

Toutes les images et photos de Gilles Carle qui nous ont été présentées depuis son décès nous confrontent à l'immense épreuve que nous vivons tous. Personnellement, je n'ai pas eu la joie ni le temps de goûter au plaisir d'une vie heureuse avec mon mari, car deux ans à peine après notre mariage en 1995, il a été diagnostiqué de la maladie de Parkinson. Je l'ai vu perdre ses capacités physiques, ses sens, bien sûr la parole... Je l'ai vu dépérir psychologiquement, je le vois mourir un peu chaque jour depuis 10 ans. Quelle plaie que cette maladie!

Je connais aussi des personnes d'à peine 30 ans atteintes de cette maladie. Elles se battent avec achar-

nement pour vivre, elles ont un courage exceptionnel!

Les parkinsoniens sont fatigués de prendre des médicaments. Quand on pense qu'ils doivent avaler des dizaines de pilules par jour pour être capables de fonctionner, c'est invraisemblable! Le nombre de personnes atteintes augmente avec les années et malheureusement on n'a pas encore trouvé la cause. C'est ça qui m'apparaît inacceptable!

Mon conjoint, je le vois mourir un peu chaque jour depuis 10 ans. Quelle plaie que cette maladie!

Mon mari, que j'adore, vit dans un CHLD depuis deux ans. C'est le cœur déchiré que j'ai dû accepter! La vérité est qu'il s'est rendu compte de ma fatigue, de mon épuisement, surtout psychologique. C'est alors qu'il a demandé d'aller en institution. Jamais je n'aurai assez de reconnaissance pour sa générosité. Bien sûr, je le vois tous les jours, je continue de l'accompagner pour les visites médi-

cales. Il est encore capable de lire, de faire un peu d'ordinateur et il participe à ma grande surprise, aux activités du centre. Ça, c'est le bon côté!

Or, pour nous aidants-aidants, l'urgence n'est pas tant l'aide matérielle que le soutien à la recherche. Nous avons d'excellents chercheurs à Montréal, mais leurs moyens sont très limités.

Tant et aussi longtemps que l'on n'aura pas trouvé la cause de la

mort des cellules qui produisent la dopamine, substance essentielle, on n'avancera pas à améliorer le sort des parkinsoniens et malheureusement, on continuera à enrichir les compagnies de produits pharmaceutiques.

Il faut donc d'abord et avant tout, mettre l'accent sur ce qui est le plus important pour les malades en premier lieu, et pour la société par la suite: la recherche.



Rose Legault enlace son mari, Edmond Jones, atteint de la maladie de Parkinson.

PHOTO IVANOHO DEMERS, LA PRESSE

## Un processus rigoureux et transparent

## JEAN LAVIGUEUR

L'auteur est président du comité spécial du conseil d'administration de Cossette.

À titre de président du comité spécial du conseil d'administration de Cossette composé de quatre administrateurs indépendants, chargé de diriger le processus déclenché par l'annonce par Cosmos le 20 juillet dernier de son intention d'acquiescer et d'ensuite privatiser l'entreprise à un prix de 4,95 \$ l'action, il m'apparaît essentiel de rétablir des faits, dans le contexte où certains remettent en question la qualité de la gouvernance dans ce processus. Les voici:

Il n'y a aucun lien entre la décision de l'octroi des 200 000 options à Claude Lessard et le processus de révision stratégique de Cossette.

- Le choix de Mill Road est l'aboutissement d'un long processus rigoureux, ouvert et transparent qui a démarré par une invitation de nos conseillers financiers expédiée à plus de 125 acquéreurs potentiels, tant financiers que stratégiques, dans le monde. Plus de 20 de ceux-ci ont répondu positivement à cet appel et ont signé un accord de confidentialité et un moratoire par lesquels ils s'engageaient à ne pas lancer une offre hostile au cours du processus de révision stratégique formel, afin d'avoir accès aux données confidentielles de Cossette pour éva-

luer notre organisation. À la fin du processus, des discussions ont eu lieu avec les firmes encore intéressées pour aboutir au choix de Mill Road qui offrait le meilleur prix, soit 7,87 \$, représentant une prime d'environ 59 % sur le premier prix annoncé par Cosmos de 4,95 \$;

- Dès la fin septembre, nous avons offert à Cosmos d'accéder aux informations confidentielles de Cossette, aux mêmes conditions que tous ceux qui y avaient eu accès précédemment. Cosmos a décliné cette offre, refusant de s'engager à respecter un moratoire (voir commentaire de Sylvia Morin dans *La Presse*), confirmant ainsi son

intention de demeurer hors du processus de révision stratégique formel afin de pouvoir faire leur offre hostile du 30 octobre dernier à un prix de 5,25 \$ l'action;

- L'exigence d'une condition minimum de 66 2/3 % a toujours constitué une question d'équité et de respect des actionnaires minoritaires. Nous voulons que toute transaction protège les actionnaires minoritaires et ne laisse ultimement personne sur la touche lorsque la majorité des actionnaires, autres que les initiés, l'auront approuvée;

- La direction actuelle de Cossette ne peut en aucun cas bloquer une transaction et ne possède aucun veto. Si le conseil d'administration accepte une offre supérieure à celle de Mill Road, la haute direction sera alors libre de voter comme elle l'entend sans devoir appuyer la transaction avec Mill Road. Le comité s'est assuré de préserver, encore aujourd'hui, la possibilité de recommander une offre supérieure à celle de Mill Road;

- L'octroi de 200 000 options à Claude Lessard, bien que mis en vigueur le 4 août dernier, découle d'un processus d'évaluation amorcé il y a plus de 10 mois, bien avant l'annonce par Cosmos le 20 juillet 2009 de faire une offre hostile pour l'acquisition de toutes les actions de Cossette. Il n'y a aucun lien entre la décision de l'octroi d'options laquelle est reliée à la rémunération de M. Lessard, et le processus de révision stratégique de Cossette. Cet octroi s'est fait dans le respect de toutes les règles pertinentes. De plus, ces options (pas plus que celles des autres membres de la direction) ne peuvent être votées en faveur de la transaction avec Mill Road et ainsi augmenter une position de blocage.

Notre détermination et le temps nous auront donné raison puisqu'aujourd'hui, le prix offert aux actionnaires, à 8,10 \$ et sans condition, reflète beaucoup mieux la valeur fondamentale de notre organisation, maximisant fortement la valeur pour l'ensemble des actionnaires et découle directement de nos efforts. Il s'agit là de notre première responsabilité et je crois que dans les circonstances, nous nous en sommes bien acquittés, exerçant notre jugement d'affaires de bonne foi et dans le respect des règles de gouvernance.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Ecrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations publiées à La Presse sont également réservés. ISSN 0517-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

# MUTATIONS

REVISITER LE QUÉBEC D'HIER  
POUR COMPRENDRE CELUI D'AUJOURD'HUI

La série Mutations est un rendez-vous hebdomadaire pour comprendre l'évolution de notre société. De l'environnement à la politique, en passant par le féminisme, la santé ou la culture, elle explore les grandes transformations du Québec à travers son histoire.

# UN HÉRITAGE TOUJOURS REMIS EN QUESTION



MARC THIBODEAU  
SYNDICALISME

Jean-Marie Gonthier se souvient comme si c'était hier du 12 mai 1975.

Les travailleurs syndiqués de la United Aircraft, devenue la Pratt and Whitney, sont en grève depuis 20 mois mais l'employeur ne veut pas donner suite à leurs récriminations sur l'organisation du travail et les salaires. Le mouvement s'essouffle. Plusieurs employés, épuisés par des mois de tension et de maigre pitance, se sont résignés, un peu gênés, à retourner à leur poste.

M. Gonthier, qui est secrétaire de la section locale des Travailleurs unis de l'automobile, décide avec le reste du bureau de direction syndical de frapper un grand coup en tentant d'occuper une partie de l'usine de l'entreprise à Longueuil.

«Il y avait des machines à contrôle numérique essentielles à la production. Comme l'employeur ne réagissait pas à la perte de ses employés, on s'est dit qu'il réagirait peut-être à la perte de ses machines», relate en entrevue l'homme de 77 ans.

Une trentaine de grévistes déterminés sont acheminés jusqu'aux portes de l'usine à bord d'un camion qui fracasse une clôture de sécurité. «Ils sont rentrés en faisant du bruit et en criant. Les *scabs* qu'il y avait là, ça sortait. C'était de toute beauté», se souvient M. Gonthier, qui était chargé de mobiliser des centaines de syndicalistes réunis dans un arène voisin pour bloquer, par solidarité, la rue et freiner l'arrivée des autorités.

## À coup de pelle

Le face à face tourne rapidement à l'affrontement violent. Les voitures de plusieurs employés de l'usine qui ne participent pas à la grève sont vandalisées, transformées en décapotables à coups de bâtons de baseball. Les policiers qui arrivent sur les lieux sont pris à partie. Les gaz lacrymogènes volent.

«Quand ça part sur des folies comme ça, comment veux-tu contrôler ton monde? À un moment donné, un policier a sorti son *gun*. Un des gars lui a dit: "Vas-y, tire, mon ostie! Tu vas tirer juste une fois!" Un autre a donné un gros coup de pelle sur un agent. C'était fou», dit M. Gonthier.

Craignant le pire, le syndicaliste tente, sans succès, de convaincre le chef de la police de Longueuil de lui permettre d'intervenir pour convaincre les occupants de l'usine de se retirer. Les hommes réfugiés à l'intérieur, qui ont «enlevé» un journaliste pour faire connaître leur action, sont sortis à coups de matraque lors d'une intervention d'une rare violence et arrêtés. Leur action est suivie, quelques jours plus tard, par une importante journée de manifestation à l'échelle provinciale.

Les grévistes de United Aircraft se résignent finalement à signer une convention collective qui ne répond guère à leurs demandes. «Mais c'est quand même une victoire puisque la

compagnie ne voulait carrément plus de syndicat», relate l'ancien secrétaire.

Victoire surtout parce que le conflit ouvre la voie à l'adoption quelques années plus tard par le Parti québécois de la loi antibrisseurs de grève, exceptionnelle en Amérique du Nord.

Il entraîne aussi la généralisation de la formule Rand, qui permet aux syndicats de récolter automatiquement les cotisations des travailleurs de l'entreprise, assurant du coup leur stabilité financière et leur autonomie.

## 10\$ pour deux membres sciés

Un siècle plus tôt, même le plus fantasque des ouvriers n'aurait osé imaginer un tel scénario. Le marché du travail est caractérisé par un laisser-

faire du syndicalisme québécois rattaché à l'Université de Montréal.

Les pontes religieux, qui se méfient des organisations syndicales internationales pour des raisons idéologiques, encouragent le développement d'un «syndicalisme catholique» qui aboutit à la création en 1921 de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, ancêtre de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

## Une «race» économe et industrielle

Les années 20 sont marquées par une période de forte expansion industrielle, alimentée, entre autres, par l'influx de capital américain. Le gouvernement fait valoir auprès

**En 1900, la plupart des familles de la classe ouvrière, dans laquelle se retrouve la vaste majorité des travailleurs francophones, peinent à «joindre les deux bouts». Les salaires sont dérisoires et les périodes de chômage fréquentes. Le contexte est idéal pour favoriser une montée du syndicalisme et une multiplication des conflits de travail.**

aller quasi complet dans lequel l'employeur est roi et maître. Jusqu'en 1872, ceux qui décident d'unir leurs forces pour revendiquer de meilleures conditions de travail sont carrément passibles de prison.

Les malheurs d'un garçon qui a perdu un bras et une jambe dans une scierie à l'âge de 12 ans témoignent des mœurs de l'époque. Le jeune homme, réduit au chômage par son handicap, confie en 1887 à une commission d'enquête fédérale «sur les relations entre le travail et le capital» qu'il a reçu 10\$ de son employeur en guise de compensation.

Le travail des enfants demeure alors très répandu au Québec. Selon l'historien Léo Roback, ils constituent au début du siècle 6% de la main-d'œuvre de Montréal, fournissant «un réservoir supplémentaire particulièrement peu exigeant quant au salaire et soumis à une discipline très rude».

La législation, souligne M. Roback, n'était «tout simplement pas appliquée», notamment parce que les parents ne pouvaient se priver de ce revenu supplémentaire.

## Contexte idéal

En 1900, la plupart des familles de la classe ouvrière, dans laquelle se retrouve la vaste majorité des travailleurs francophones, peinent à «joindre les deux bouts». Les salaires sont dérisoires et les périodes de chômage fréquentes.

Le contexte est idéal pour favoriser une montée du syndicalisme et une multiplication des conflits de travail. Même si les employeurs peuvent compter sur l'appui de la police et de la justice, les syndicats locaux, généralement apparentés à des organisations américaines, se multiplient.

L'Église se met de la partie en soulignant qu'il existe un «droit naturel» pour les travailleurs de se regrouper en syndicats pour faire valoir leurs droits.

«Les patrons ne sont alors pas du tout favorables à une telle approche», résume Jacques Rouillard, spécialiste de l'his-

toire des investisseurs potentiels la main-d'œuvre «abondante» qui existe au Québec en insistant sur le caractère industriel et économe de la «race canadienne-française».

La Grande Dépression succède à des cycles d'expansion et de récession, laissant les syndicats exsangues et les travailleurs mal en point. À Montréal en 1929, les deux tiers gagnent moins de 1300\$ par année, soit près de 300\$ de moins que la somme jugée nécessaire pour les besoins d'une famille moyenne.

L'adoption à la fin des années 30 aux États-Unis du Wagner Act, qui oblige les employeurs à négocier une convention collective avec un «agent négociateur accrédité», jette les bases de réformes qui aboutissent en 1944 à l'adoption d'un arrêté formalisant les négociations syndicales. Les impératifs de production découlant de la guerre en cours en Europe favorisent aussi l'adoption d'une réglementation favorisant un climat de travail serein.

Le mouvement syndical connaît après la guerre une importante expansion, malgré l'opposition féroce du premier ministre Maurice Duplessis, qui n'hésite pas à brandir le spectre du communisme pour justifier son approche répressive dans des conflits historiques comme celui d'Asbestos.

L'arrivée des troupes de Jean Lesage marque une forme d'aboutissement avec l'adoption de plusieurs mesures progressistes en matière de relations de travail. Au dire de Léo Roback, «la Révolution tranquille a volé en quelque sorte le programme du monde ouvrier», laissant le mouvement syndical «bouche bée» face à l'acceptation en bloc de ses principales revendications.

Les choses se gâchent cependant rapidement dans l'effervescence de la fin des années 60 et du début des années 70. «Il y avait un climat de travail d'une violence qui n'avait aucun bon sens», se souvient un membre de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), fondée en 1957.

C'est dans ce contexte que survient la grève des travailleurs de la United Aircraft, et la réforme en profondeur du Code du travail par le Parti québécois.

## Plafonnement

La lune de miel avec la formation de René Lévesque ne durera qu'un temps puisque l'adoption, au début des années 80, de lois spéciales imposant d'importantes réductions de salaire aux employés de la fonction publique jette un froid durable. Et constitue un sérieux revers pour le milieu syndical, aujourd'hui en perte de vitesse.

À leur apogée, les syndicats regroupent 40% des travailleurs québécois par rapport à 35% aujourd'hui.

Plusieurs facteurs expliquent cette tendance à la baisse, souligne Jacques Rouillard, qui évoque notamment le fait que la plupart des emplois créés aujourd'hui se trouvent dans le secteur des services, plus réfractaire à la syndicalisation.

L'absence d'amélioration des législations existantes a aussi affaibli le mouvement, indique le spécialiste, qui évoque par ailleurs l'effet de la montée de l'idéologie néolibérale.

Dans les médias, les syndicats sont régulièrement montrés du doigt. D'anciens chantres du mouvement comme le cinéaste Denys Arcand, qui a filmé à ses débuts le processus de syndicalisation des hôpitaux, les dépeignent comme des organisations corporatistes indifférentes au bien public. Un avis souvent entendu dans la population.

Les travailleurs ont pourtant besoin plus que jamais d'un mouvement syndical fort, souligne M. Rouillard, qui déplore l'effritement des mécanismes sociaux de redistribution de la richesse.

«Depuis 1980, les salaires réels (corrigés de l'inflation) de la classe moyenne n'augmentent pas. Le pouvoir d'achat plafonne», souligne l'universitaire, qui attribue une grande importance au cadre législatif dans l'évolution des relations de travail au Québec.

«Quand les conditions sont fixées librement par le marché, les travailleurs salariés sont perdants parce que l'offre est toujours plus importante que la demande... Il a fallu une béquille, la protection législative, pour que les travailleurs puissent obtenir un rapport de force leur permettant de profiter de l'enrichissement collectif», souligne l'universitaire.

Jean-Marie Gonthier n'a pas besoin d'être convaincu de l'importance des lois dans ce domaine. Mais il craint que ses compatriotes ne soient pas aussi sensibles que lui à la question, en particulier par ignorance des batailles passées.

«C'est sûr qu'on est content à chaque fois qu'il y a un conflit de travail et que la loi *antiscabs* est utilisée. Mais je me demande combien de monde se rappelle que c'est grâce à notre conflit qu'on l'a obtenue. La gloire est éphémère», ironise le syndicaliste.

ILLUSTRATION DAVID LAMBERT, LA PRESSE

**CYBERPRESSE.CA**  
Réagissez à cet article  
sur [cyberpresse.ca/mutation](http://cyberpresse.ca/mutation)